



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie**  
**du 21 Décembre 2017 n° 2017-19 relative à la mise à la mise en œuvre de**  
**l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France**

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur la l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel.

**Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

Eni n'a pas de remarques sur les principes généraux en ce qui concerne les coûts relatifs aux capacités commercialisées.

En revanche, des dispositions spécifiques doivent être définies pour les coûts relatifs aux stockages dont les capacités ne sont pas commercialisées.

Enfin, comme pour les autres infrastructures régulées, et ainsi que cela s'opère dans les autres pays voisins, la CRE devra veiller à ce que les revenus autorisés des opérateurs de stockage soient régulièrement réexaminés afin d'inciter les opérateurs à optimiser progressivement leurs coûts de stockage et d'éviter des surcoûts excessifs pour les consommateurs.

**Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

Eni est favorable au principe d'introduction d'un CRCP.

Toutefois, le CRCP ne doit pas représenter une assurance tout risque pour les opérateurs de stockage dans le cadre de la mise en œuvre de la régulation.

En effet, dans ces conditions, les opérateurs de stockage ne seraient pas incités à une meilleure performance de leur activité.

Eni considère important d'introduire une incitation dès le démarrage de la régulation en prévoyant par exemple la couverture uniquement de 80% des écarts dans le CRCP.

Si le CRCP devait couvrir 100% des écarts, alors la CRE devra ajuster en conséquence le niveau de rémunération des opérateurs, dans la mesure où ces deniers ne supporteraient plus aucun risque lié à leurs revenus.

**Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

Eni est favorable pour cette première période de régulation à une durée de 2 ans compte tenu des délais de mise en œuvre de la réforme.

Cette période permettra à la CRE de mener des analyses et des audits approfondis pour mieux apprécier les coûts des opérateurs afin qu'ils correspondent à ceux d'un opérateur efficace. Elle permettra également aux acteurs de marché de bénéficier d'un retour d'expérience sur le dispositif.

En revanche, le prochain cadre tarifaire devra porter sur une période de 4 ans, comme pour les autres infrastructures gazières.

**Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?**

Compte tenu des délais de mise en œuvre de la réforme, Eni est favorable à cette proposition.

**Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

Eni partage l'avis de la CRE sur l'objectif principal qui est de maximiser les capacités vendues. Les montants en euros issus des enchères ne doivent pas perturber cette priorité.

En conséquence, Eni propose le dispositif suivant :

- une incitation financière relative aux volumes vendus par les stockeurs avec pour objectif d'atteindre le seuil fixé par le Ministre. En cas de non atteinte du volume seuil, un malus significatif doit être mis en place ;
- dès que ce seuil en volume est atteint, cette incitation serait remplacée par une nouvelle incitation financière relative aux recettes liées à la commercialisation des capacités supplémentaires. Les opérateurs de stockage pourraient ainsi conserver une partie de l'écart de prix obtenu entre la commercialisation des capacités de stockage avant et après l'atteinte du seuil.

**Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

**Question 7 Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Le calcul de la BAR est un élément structurant pour le régulateur lors du premier exercice tarifaire car il conditionne de manière pérenne le niveau du tarif pour l'infrastructure concernée. En effet, la BAR étant l'un des principaux éléments de la valorisation d'une infrastructure il est difficile pour le régulateur de modifier substantiellement les modalités de calcul de la BAR par la suite. Il est donc

indispensable pour la CRE de veiller à ce que le calage des différents paramètres ne conduise pas à une surévaluation de la BAR.

A ce titre, Eni recommande à la CRE de réévaluer les paramètres envisagés, a minima, pour les deux points suivants : la rémunération des IEC et la prise en compte du gaz coussin.

Concernant les IEC, Eni rappelle qu'au démarrage de la régulation pour les autres infrastructures régulées, la rémunération des IEC n'était pas prise en compte dans les tarifs. De plus, les projets d'investissement dans de nouvelles capacités de stockage ont été décidés unilatéralement par les opérateurs sans aucune validation par le régulateur ou par le marché des besoins réels. A ce titre, ces nouvelles capacités ne doivent pas générer de coût supplémentaire pour le système, à minima tant que les nouvelles capacités développées ne sont pas mises en service et donc commercialisées.

Concernant le gaz coussin, les modalités de prise en compte par la CRE ne sont pas clairement exposées mais conduisent à une augmentation significative du niveau de la BAR de Storengy et de TIGF. La conséquence de ces niveaux de BAR très élevés est le niveau important des charges de capital qui représentent plus de 70% de la demande de revenu autorisé de Storengy et près de 80% de celle de TIGF. Eni considère que le niveau de revenu autorisé auquel aboutit la CRE est trop élevé, y compris la borne basse, et ne permettra pas aux consommateurs finals de tirer le bénéfice de la régulation des opérateurs de stockage. La CRE doit veiller à ce que les consommateurs finals ne supportent pas des coûts indus liés à une mauvaise appréciation de la valeur du gaz coussin et à la non prise en compte de la part déjà amortie de ce gaz. A titre d'exemple, la mise en œuvre de la régulation des stockages en 2002 en Italie a été un réel bénéfice pour les consommateurs italiens puisqu'elle s'est traduite par une division par plus de deux du revenu autorisé. Cette baisse était liée principalement aux modalités de calcul de la BAR avec une réduction significative du taux de rémunération et une prise en compte réaliste du gaz coussin (prix de valorisation du gaz et durée d'amortissement).

**Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?**

**Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Eni considère que les niveaux de rémunération demandés par les opérateurs de stockage sont très élevés.

L'activité des opérateurs de stockage ne présente pas de risques plus élevés que celle des opérateurs de transport. En outre, la loi garantit la prise en compte des coûts des opérateurs pour l'ensemble des sites de stockage retenus dans la PPE, soit tous les sites existants, y compris ceux mis sous cocon ou en cours de développement et le cadre tarifaire envisagé par la CRE garantit à 100% les revenus autorisés des stockeurs à travers le CRCP. Dans ces conditions, il n'y a aucune raison pour que les actifs de stockage bénéficient d'un taux de rémunération supérieur à celui des actifs de transport.

En tout état de cause, l'activité des opérateurs de stockage ne peut être comparée à celle des opérateurs de terminaux méthaniers qui ne bénéficient d'aucun mécanisme permettant de garantir les revenus de leurs actifs en service ou de leurs projets d'investissements en cas d'absence de souscription du marché. C'est le cas par exemple pour le terminal de Tonkin.

**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

En l'état des éléments présentés par la CRE, Eni n'est pas en mesure de se prononcer objectivement sur ces fourchettes.

Toutefois, Eni considère qu'une incitation, même mineure, devrait être mise en œuvre dès le premier cadre tarifaire. Dans tous les cas, le CRE devra s'assurer de la pertinence du niveau de ces charges.

**Question 11 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?**

Dans sa note de consultation publique, la CRE a parfaitement mis en exergue l'un des principaux risques liés au régime actuellement en vigueur (ATS négocié et couplé avec une obligation de stockage pour les fournisseurs) : « *Cette situation engendre un risque de tarifs excessifs qui pourrait alourdir le coût de la sécurité d'approvisionnement pour le consommateur final* ». Forte de ce constat, la CRE a considéré que l'objectif de la régulation des revenus des opérateurs « *vise à assurer que le consommateur final paie le juste prix pour le stockage nécessaire à la sécurité d'approvisionnement* ». Malheureusement, Eni constate que cet objectif ne pourra pas être atteint en l'état des orientations envisagées par la CRE.

En effet, les fourchettes de revenus autorisés, y compris la fourchette basse, sont trop élevées, en comparaison avec les chiffres d'affaires des opérateurs ces dernières années et des niveaux de revenu autorisé observés dans d'autres pays. Il aurait d'ailleurs été intéressant que la CRE ajoute dans son graphique le chiffre d'affaires 2017 des opérateurs, qui devrait être moins élevé que le revenu autorisé envisagé par la CRE pour 2018 au regard du volume plus faible de capacités vendu par rapport à 2016. La CRE devrait également rendre publiques les données relatives au résultat et la rentabilité des opérateurs de stockage sur la même durée.

En l'état des propositions de la CRE, les stockeurs, et en particulier Storengy, bénéficieront donc à la fois d'une augmentation et d'une garantie de leur revenu au détriment des consommateurs finals.

Ainsi, le client particulier type retenu par la CRE dans ses analyses – client rattaché au PITD de Paris ayant un profil P12 avec une CAR de 17 MWh - a en 2017 un coût de stockage d'environ 31€/MWh (sur la base du prix moyen pondéré de stockage de Storengy en 2017). Avec les éléments proposés par la CRE dans sa consultation publique (revenu autorisé et assiette de compensation), nos estimations, basées sur les données 2017 relatives aux CAR et aux souscriptions communiquées par

GRDF et les GRT, conduiraient, en cas de recettes nulles lors des enchères, à une augmentation du coût de stockage pour ce client de l'ordre de 40% pour la fourchette basse du revenu autorisé.

Enfin, à titre de comparaison, en Italie le revenu autorisé des opérateurs de stockage était de 503,5 M€ en 2016 pour un volume de capacité équivalent à celui de la France (dont 132 TWh de capacités commercialisées). Les niveaux de revenus autorisés envisagés par la CRE seraient donc 30% à 50% plus élevés que ceux en vigueur en Italie, alors que le revenu autorisé en Italie est défini selon les mêmes principes que ceux envisagés par la CRE.

**Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?**

Eni demande une cohérence des assiettes retenues par la CRE et le Ministre pour caler les différents dispositifs relatifs à la réforme de l'accès des tiers aux stockages pour éviter les subventions croisées entre clients et entre fournisseurs.

Ainsi, il est essentiel que l'assiette retenue par la CRE pour le mécanisme de compensation soit identique à celle retenue par le Ministre pour déterminer le volume de stocks devant être constitués chaque année en France et enfin pour déterminer les modalités de calcul de l'obligation de dernier recours qui pourrait peser, le cas échéant, sur les fournisseurs.

Eni constate que la proposition de la CRE n'est pas cohérente avec les assiettes envisagées par le Ministre dans le projet de décret en cours de définition. Si la CRE ne modifie pas la définition de l'assiette de compensation, elle devra veiller à ce que le Ministre adapte en conséquence les assiettes retenues pour définir le niveau minimal de remplissage des stockages à atteindre chaque année et les modalités de calcul de l'obligation de dernier recours de chaque fournisseur. Si cette mise en cohérence n'est pas assurée, les clients résidentiels et tertiaires payeront pour la sécurité d'approvisionnement du système français, y compris pour les industriels non interruptibles.

**Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?**

Eni considère qu'un modèle simple, transparent et facilement compréhensible pour le consommateur final pour collecter la compensation aurait été d'utiliser la capacité de livraison aux PITD.

Toutefois, entre les 2 méthodes proposées, Eni considère que la solution 2 est la plus pertinente et la moins complexe à mettre en œuvre.

**Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

Eni n'a pas de remarques complémentaires sur les méthodes envisagées.

**Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**

Eni n'a pas de préférence sur les modalités de reversement de la compensation aux 3 opérateurs de stockage : la solution la plus simple et la plus économique devra être privilégiée.

**Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

Eni est favorable aux principes généraux envisagés par la CRE et partage l'objectif principal de maximisation des capacités de stockage vendues.

Toutefois, ces principes appellent les remarques suivantes afin d'optimiser le processus de commercialisation et de donner de la visibilité aux acteurs de marché :

- les acteurs de marché devront avoir connaissance au plus tôt, et dès la fin de chaque enchère, des volumes et des prix qui leur ont été alloués après chaque tour ;
- les opérateurs de stockage devront publier immédiatement après la fin de chaque tour d'enchères, les volumes demandés, les volumes alloués et le prix d'adjudication de ces capacités. Ces données, ainsi que le volume cumulé des capacités souscrites pour chaque produit devront être mises à jour et publiées avant le démarrage de chaque nouveau tour d'enchère. Ces informations sont indispensables pour donner de la visibilité à tout moment sur le processus de commercialisation et sur le risque de déclenchement du filet de sécurité.

**Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?**

Compte tenu des délais de mise en œuvre, Eni est favorable à ce que la commercialisation initiale se déroule sur 5 semaines.

Toutefois, sur le principe, il ne devrait pas y avoir de date de fin de commercialisation déterminée à priori. En effet, les ventes de capacités doivent être ouvertes tant que tous les volumes ne sont pas vendus.

Enfin, Eni souhaiterait que les opérateurs de stockage puissent publier les règles de commercialisation ainsi que les caractéristiques des produits en avance soit au moins 10 à 15 jours fermes avant le début des enchères.

**Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

Eni considère que l'option A est de nature à sécuriser la commercialisation. Eni partage l'avis des acteurs de marché : les lundis et vendredis sont des journées déjà chargées pour les activités de

trading avant et après les week-ends, ainsi que pour le dispatching. Ces 2 journées doivent être mises à profit afin de préparer les enchères à venir.

Si toutefois, l'option B venait à être privilégiée par la CRE, Eni recommande de la modifier en ne laissant la possibilité de faire les enchères que les lundi après-midi et les vendredi matin.

**Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

Eni y est favorable.

**Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

Eni n'est pas favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés mais il semble difficile à ce stade de modifier les produits commercialisés pour cette année au regard du calendrier très serré avant le lancement des enchères.

Eni regrette que Storengy n'ait pas pris en compte la demande majoritaire des acteurs de marché pour la réduction du nombre de produits commercialisés. Eni souhaite que les opérateurs de stockage lancent très rapidement la concertation sur ce sujet pour l'année prochaine.

**Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

Eni est favorable à cette proposition qui est de nature à maximiser les volumes vendus. Toutefois, si des capacités restent invendues à l'issue d'un tour d'enchère, il conviendrait de les transférer sur d'autres produits différents dont la demande du marché est plus importante afin de maximiser les volumes de capacité vendus.

En revanche il est important que le produit soit proposé plus d'une fois aux enchères avant de procéder à un tel transfert. Si la commercialisation se fait sur 5 semaines, ces transferts pourraient par exemples être mis en œuvre après les 2 premières semaines d'enchères. En tout état de cause les règles relatives à ces transferts devront être clairement définies et publiées a minima 10 jours avant le démarrage des enchères.

Il sera également indispensable que la communication des opérateurs de stockage soit claire sur les produits (volumes et caractéristiques) commercialisés tout au long des enchères, avec une communication a minima 24h avant le lancement d'une enchère dans le cas d'une modification du volume préalablement publié en raison d'un transfert de capacité.

**Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

Eni y est favorable.

**Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

Eni y est favorable.

**Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

Eni est favorable à ne pas commercialiser de capacités pluriannuelles dès la phase initiale de l'année de mise en œuvre de la réforme.

Un retour d'expérience est nécessaire et Eni est favorable à procéder à des ventes de capacités pluriannuelles dans un second temps.

**Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?**

Eni y est favorable.

**Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?**

Eni y est favorable.

**Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

Eni y est favorable.

**Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

Eni y est favorable.



**Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

Eni est favorable à la mise en place d'une seule plateforme unique pour les 2 opérateurs de stockage.

Toutefois, compte tenu des délais de mise en œuvre pour cette année, Eni est favorable à la solution consistant à ce que chaque opérateur de stockage commercialise ses capacités aux enchères sur sa plateforme, sous réserve que les opérateurs de stockage n'engagent pas des coûts élevés pour développer de nouveaux outils qui deviendraient alors des coûts échoués.

Par ailleurs, en cas d'utilisation de nouveaux outils, il est indispensable que les opérateurs de stockage prévoient une phase d'information et de test pour les fournisseurs en amont des enchères afin d'éviter tout dysfonctionnement des SI pendant les enchères.

Pour cette première année de mise en œuvre, Eni est favorable à la mise en place d'une solution simple et peu coûteuse.

En cible, une plateforme unique (si possible existante) ou la gestion par un prestataire commun, reste la solution à privilégier.

Enfin, afin de sécuriser cette première commercialisation, il conviendrait que les opérateurs de stockage prévoient un plan de back-up pour gérer les enchères.

**Question 30 Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

Eni y est favorable.

**Question 31 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

Eni est favorable à l'application d'un les prix de réserve nul pour tous les produits de stockage. L'application de la formule amènerait en effet le niveau de ce prix à zéro ou proche de zéro pour la plupart des produits.

Eni considère par ailleurs qu'il est indispensable, pour l'année prochaine, de démarrer la commercialisation des capacités suffisamment tôt en termes de calendrier pour maximiser le volume de capacité vendu.

**Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

Eni n'est pas favorable à introduire dans le prix de réserve d'un facteur lié à la performance des produits. En effet, la valeur « marché » liée à la performance d'un produit sera naturellement

révélée par le résultat des enchères relatives à ce produit. Fixer cette valeur en amont c'est la garantie de se tromper.

**Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

Eni est favorable à la proposition de Storengy.

**Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Comme indiqué à la question 31, Eni est favorable à ce que tous les prix de réserve soient nuls.

Compte tenu du calendrier avant le lancement des enchères 2018, Eni estime préférable de mener l'analyse sur la pertinence de cette formule et du niveau de calage des différents paramètres dans le cadre des travaux qui seront menés en concertation avec les acteurs du marché pour la préparation des enchères pour l'année prochaine.

Enfin, comme indiqué précédemment, Eni n'est pas favorable à l'intégration dans la formule d'un paramètre relatif à la performance des produits.

**Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

Eni n'est pas opposé à cette proposition.

**Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

Eni y est favorable.

**Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?**

Eni y est favorable.